



UMR

Innovation

Montpellier

SupAgro - Inra - Cirad

Une cacaoculture respectueuse de l'environnement

CERTIFICATION OU MARCHÉ ?

Atelier Agroforêts

Seredou, 10-15 Novembre 2008

Francois Ruf

CIRAD

UMR Innovations



Quelles conditions pour sortir “le cacao respectueux de l’environnement” des marchés de niche pour l’ammener vers le marché mondial ?



Pour l'instant, dans la production mondiale de cacao (Les 3 premiers pays étant la Côte d'Ivoire, le Ghana, et l'Indonésie), la tendance à un peuplement végétal très peu diversifié au-delà des cacaoyers et recourant aux intrants chimiques, domine largement

CONFIDOR 200SL KILLS 'AKATE'!

Confidor®
200SL

Soluble Concentrate
Active ingredient
200 g/l imidacloprid

Approved by CRIG-TAFO

The advertisement features a blue banner at the top with the headline "CONFIDOR 200SL KILLS 'AKATE'!". Below this, a central blue diamond shape contains the product name "Confidor® 200SL" and its details: "Soluble Concentrate", "Active ingredient", and "200 g/l imidacloprid". To the left, a stack of blue and red product containers is shown, with a red arrow pointing from them to a circular icon of a black beetle with a red 'X' over it, indicating pest control. To the right, a smiling woman holds a basket of green cacao pods, with a red checkmark next to the text "Approved by CRIG-TAFO". The background is a lush green cacao tree with many pods, and the bottom of the image is decorated with a border of yellow cacao pods.



Pourquoi se préoccuper d'une "cacaoculture respectueuse de l'environnement"?

- perte de biodiversité, déforestation et tous ses impacts

(externalités)

- mais aussi effets en retour
sur la production de cacao, les revenus,
et éventuellement
sur la santé des
producteurs eux-mêmes (par exemple
danger des traitements pesticides,
fongicides, herbicides)

(ré-internalisation des externalités)



Définition

Il n'y a pas de définition largement consensuelle et précise **d'une production de cacao respectueuse de l'environnement**

Mais on peut reprendre au moins deux critères parmi ceux d'une ONG telle que Rainforest Alliance

- un certain nombre d'espèces et d'individus arbres, avec une strate/canopée au dessus des cacaoyers
- usage des intrants chimiques sérieusement réduit et sous contrôle.



Donc, munis

- d'une définition
- et d'un objectif semblant pertinent,

qu'est-ce qui « nous » empêche de d'atteindre cet objectif ?

Ou qu'est-ce qui nous fait craindre de s'en éloigner?



-

1. Les planteurs de cacao ont été exclus du marché du bois pendant des décennies

Existing forestry laws and policies do not provide a framework for equitable sharing of forest resources and the benefits that they provide, nor do they provide a framework for rational or sustainable management of the resource. They rather enable and justify the appropriation of the benefits of forestry by a narrow sector of society, who are rich, powerful and politically well connected. (Amanor 2005, 22).

Parallèlement, les ressources en bois s'amenuisent et l'exploitation forestière s'attaque depuis quelques années aux arbres dans les plantations (agroforêts)

Donc, les planteurs tentent à rejeter l'ombrage pour des raisons institutionnelles se transformant en raisons économiques (faible accès à la valeur du bois, risque de dommage sans indemnisation dans leurs plantations)



Un objectif pertinent: qu'est-ce qui « nous » empêche de l'atteindre?

2. Progrès techniques et résistance des planteurs à l'ombrage pour des raisons économiques

- Les planteurs ne veulent pas perdre en rendements et donc en revenus cacao.
Les systèmes agroforestiers sont devenus trop extensifs
Ils mobilisent trop d'espace
- Progrès technique :
 - 1/ Hybrides : « les hybrides n'aiment pas l'ombrage »
 - 2/ Pesticides
 - 3/ Engrais
 - 4/ herbicides

Tout cet « arsenal » permet de s'affranchir au moins un temps, des lois de l'écologie.
- Les planteurs sont beaucoup moins convaincus que les écologistes de ces fameux « services écologiques » (Voir l'autre présentation sur les agroforêts au Ghana)



Munis d'une définition et d'un objectif semblant pertinent, qu'est-ce qui « nous » empêche de l'atteindre?

3. Effet migrations et incertitudes patrimoniales

Le migrant défriche vite et « tout »

- **non seulement parce qu'il craint les forestiers et qu'il croit dans les hybrides en plein soleil,**
- **mais aussi parce qu'il a besoin d'aller vite, pour défricher et produire le plus vite possible**
 - **Pour des raisons d'appropriation de la terre**
 - **Pour des raisons de retour sur investissement**



II

Donc, comment surmonter ces contraintes?



1. Première solution, technique: générer des revenus autre que le cacao par des systèmes Agroforestiers basés sur des cultures pérennes avec des produits autres que le bois (Non-timber-products)

- On ne s'oppose pas aux lois sur la propriété de l'arbre et de la valeur du bois
- On ajoute des revenus pour compenser un rendement cacao affaibli
- rôle dans l'auto-consommation
- rôle éventuel dans le marquage des propriétés

Cacaoyer-cocotier en Malaisie

Cacaoyer-orangers au Cameroun ou Equateur

Cacaoyers-palmiers (souvent provisoire, en culture relais)

Vocaenga Africana au Cameroun Miel et escargots ...



Plusieurs limites à cette première solution

- souvent la biodiversité est peu améliorée
(on joue sur des ambiguïtés de la définition)
- pas forcément une meilleure durabilité (ex les systèmes cacaoyer/cocotier en Malaisie péninsulaire n'ont pas résisté à l'attractivité de la monoculture du palmier)
- durabilité exploitation vs durabilité exploitant : le dispositif agroforestier est une simple transition, entre 2 cultures monospécifiques.
- risque de production et de marché sur des cultures ou arbres associés (ex *Vocaenga Africana* dans les années 90 au Cameroun)

Surtout, d'un point de vue de développement, que peut apporter de neuf une action extérieure? Sauf sur les aspects de mise en marché, le planteur n'a-t-il pas déjà l'essentiel des cartes en main ?



2. Deuxième solution, technique, institutionnelle, politique:

**Le bois d'oeuvre
dans les cacaoyères**



1ere option: la certification, une forme de multifonctionnalité: “on” paie le planteur un peu plus, en échange d’un cahier des charges

Avantages:

- démarche qui peut protéger les planteurs
- démarche qui peut apporter des formations
- démarche qui doit et peut susciter une capacité d’organisation des planteurs
- perspective d’y ajouter le marché du carbone

Inconvénients:

- Coût de la démarche
 - Conditionnalités peu reproductibles; ca reste a priori un marché de niche
 - Souvent des doutes sur les réels bénéficiaires
-
- Ambiguïté entre multifonctionnalité et rente: “on” paie pour “entretenir le paysage” ou “pour NE PAS couper les arbres



2e option:

Le marché

et

d'éventuels “services écologiques”

**pousseraient les planteurs à maintenir et éventuellement
à planter des arbres “à bois”**



Encore très peu de planteurs de cacao de Côte d'Ivoire et du Ghana plantent des arbres dans les cacaoyères, mais dans un contexte où ils sont exclus du marché légal du bois, le chiffre de 6% est déjà encourageant.

Table 3. Number of farmers who plant trees other than cocoa on their cocoa farms. The case of two villages in Côte d'Ivoire and Ghana.

	Offumpo (East central region of Côte d'Ivoire)	Enchi (West of the Western Region, Ghana)	Total and percentage
Do not plant any non-cocoa tree	29	17	46 70%
Plant fruit trees only	3	5	8 12%
Plant provisional shade trees (<i>Gliricidia</i>)	0	8	8 12%
Plant 'forest' trees	3	1	4 6%
Total	35	31	66 100%

Sources: author's survey, 2004 and 2005.



De même, dans un tel contexte, l'action de favoriser la croissance et la régénération des arbres, notamment pour utiliser les planches pour leurs propres besoins et celui du marché domestique, est également prometteuse.

Table 4. Reasons why farmers decide to regenerate trees species other than cocoa

	Offumpo (Centre-east of Côte d'Ivoire)	Enchi (West of the Western Region, Ghana)	Total
General utility	2	1	3
Temporary shade	6	6	12
Support for yam creepers	3	3	6
Use and sale of boards	5	9	14
Forage for sheep	1	0	1
Total	17	19	36

Sources: author's survey, 2004 and 2005



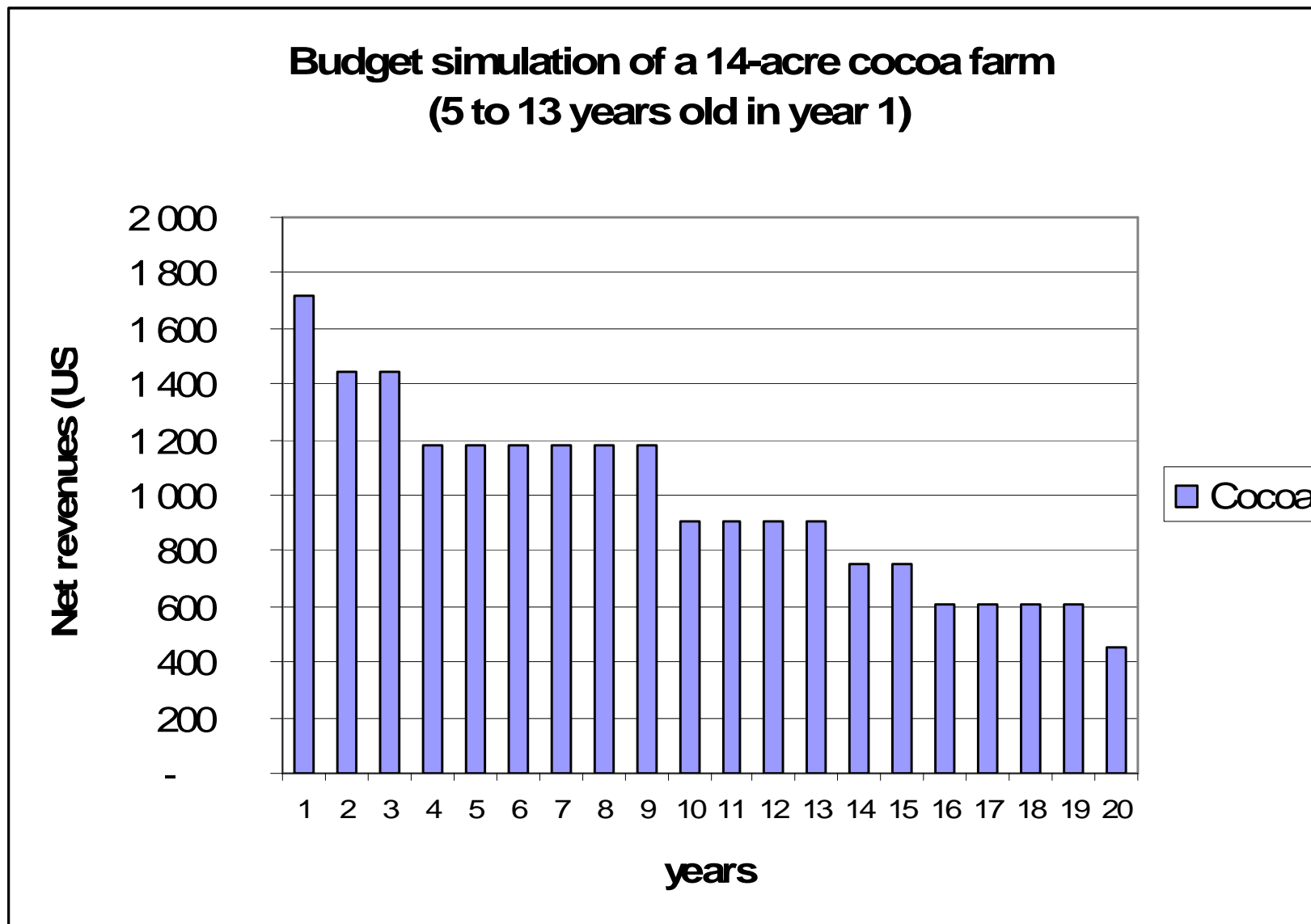
Comme pour toute activité et culture “nouvelle”, avec, l’appui de projets, les taux d’adoption des arbres à vocation de bois d’œuvre augmentent, pas nécessairement en systèmes agroforestiers à l’échelle de la parcelle, mais certainement à celle du “terroir”: **Notion de mosaïque de terroir**

(Ici, région de Swefi Wiaiso, Ghana. Arbres introduits par un projet de Riecera e Cooperazione)





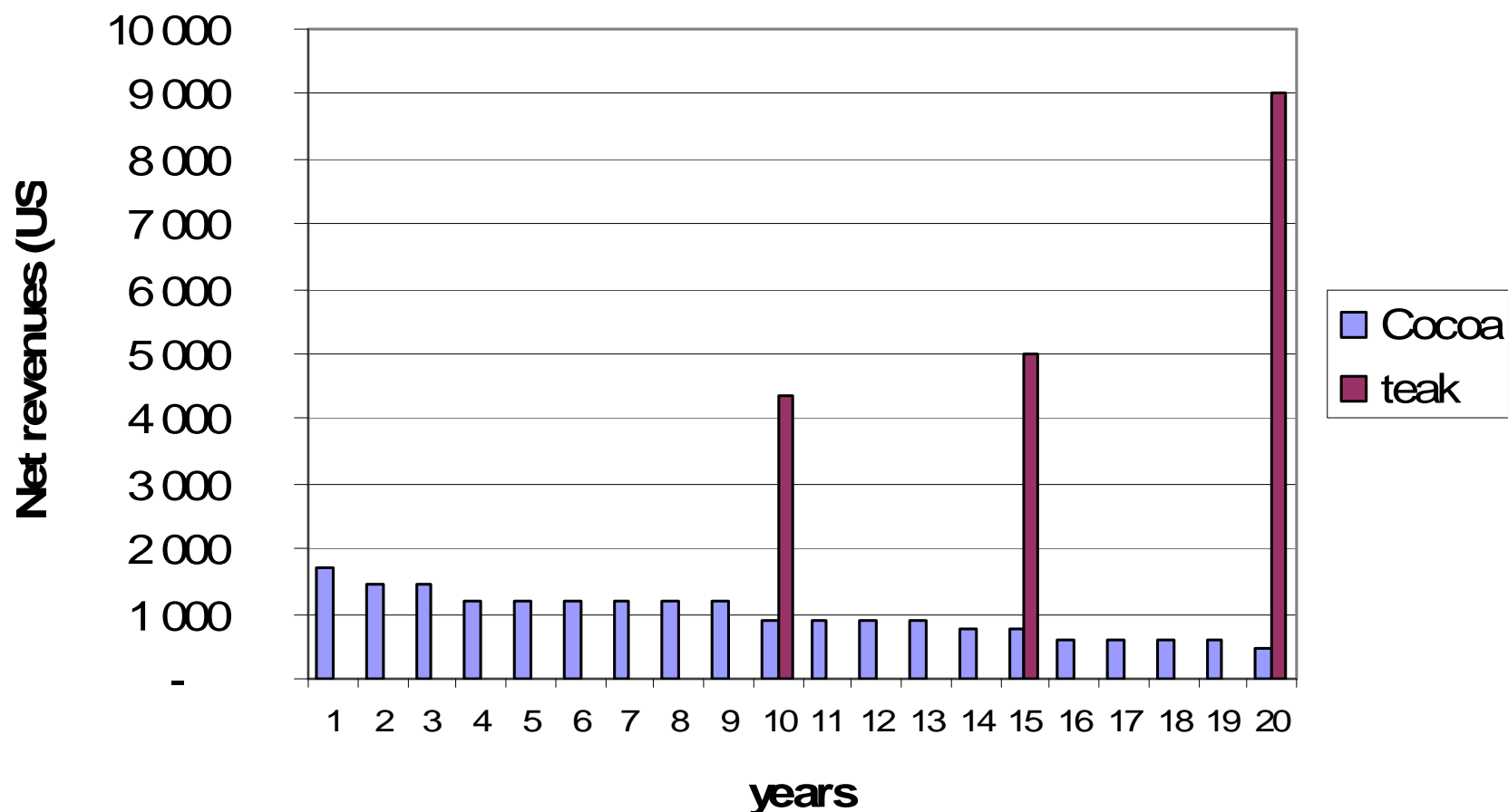
Dernière illustration du potentiel de l'économie du bois d'œuvre dans les exploitations cacaoyères : partons du profil de revenus annuels de cacaoyers matures: si ils ne sont pas renouvelés, leur vieillissement conduit inexorablement à un déclin des rendements et revenus





A partir de quelques données de prix et de revenus de bois d'œuvre comme le teck qui peut se prêter à 3 coupes sélectives en 20 ans, l'introduction de revenus du bois « écrase(raie)nt » ceux du cacao.

Budget simulation of a 14-acre cocoa farm and impact of 2.25 acres of teak





Conclusion : comment arriver à une cacaoculture respectueuse de l'environnement, diversifiée et productive?

- 1. Fruitiers et palmiers: risques de production et de marché, donc surtout une solution à proximité de villes, garantissant une certaine demande**
- 2. Autres cultures pérennes en association: oui, mais que peut apporter de neuf la R/D? Les planteurs ne maîtrisent-ils pas une grande partie des options sur des cultures pérennes qu'ils connaissent de longue date?**
- 3. Certification: pas encore de démonstration d'une efficacité, voire d'une faisabilité au delà du marché de niche**
- 4. Quelques services écologiques: peu démontrés, voire parfois négatifs, ils ne suffisent pas à motiver la plantation d'arbres.**
- 5. La voie la plus prometteuse : le changement social, législatif et politique sur la propriété des arbres et le marché du bois que les planteurs doivent se réapproprier; c'est là où la R/D doit porter ses efforts prioritaires. C'est aussi en entrant dans ce marché que les planteurs feront modifier les lois et les usages sur le marché du bois.**

F. Ruf, CIRAD-ES, UMR Innovations,
Atelier Agroforêts, 10-15 Nov 2008, Seredou, Guinée.